



C_2016_073

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Animation économique, ruralité et
agriculture

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:**
**Association Var
Initiative - Attribution
d'une subvention**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Madame Valérie MARCY

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) a pris l'engagement de répondre au mieux aux besoins des porteurs de projets en phase de création, de reprise et de développement d'entreprises souhaitant s'installer sur le territoire.

Dans ce contexte, l'association Var Initiative a pour vocation de déceler et favoriser l'initiative en matière de création d'emplois, d'activités, de biens ou de services nouveaux par l'appui gracieux à la création, à la reprise et au développement des TPE-PME.

Elle apporte ainsi son soutien financier aux porteurs de projets par l'octroi de prêts d'honneur personnels sans caution, sans intérêt, sans garantie et les accompagne au travers de parrainages et suivis techniques. L'association contribue aussi à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE-PME en complément d'un prêt bancaire ou d'autres financements.

En 2015, Var Initiative a accueilli 177 porteurs de projets et financé :

- 25 entreprises de la Dracénie dont 19 projets de création et 6 projets de reprise d'entreprises,
- 23 prêts d'honneur engagés pour 120 900€,
- 9 prêts Nacre engagés pour 38 700€,
- 49 emplois créés ou maintenus.

En 2016, Var Initiative prévoit de soutenir financièrement 35 entreprises de notre territoire, d'octroyer 30 prêts d'honneur et 10 prêts NACRE soit une enveloppe globale attributive prévisionnelle de 200 000€.

Dans la convention 2016, il a par ailleurs été demandé à Var initiative de fournir à la Communauté d'Agglomération Dracénoise des indicateurs quantitatifs et qualitatifs concernant les actions ou porteurs de projets issus des quartiers prioritaires identifiés dans le cadre du contrat de ville 2015/2020 piloté par l'agglomération et notamment du pilier A « développement de l'activité et de l'emploi ».

Compte tenu de l'intérêt que présente l'activité de Var Initiative dans le cadre de la compétence obligatoire « développement économique » de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, il est proposé d'accorder à Var Initiative une subvention de 25 000€ au titre de l'année 2016.

En contrepartie, l'association tiendra ses engagements et respectera ses obligations telles que précisées dans la convention d'objectifs 2016 annexée.

Il est précisé que cette subvention sera versée en deux fois dont les modalités sont précisées dans la convention :

- un premier versement dans l'année en cours à hauteur de 70% ;
- un second versement, l'année suivante, sur la présentation d'un bilan d'activité détaillé à hauteur de 30%.

Envoyé en préfecture le 05/07/2016

Reçu en préfecture le 05/07/2016

Affiché le

IP : 083-248306403-20160606-C-2016_073-DE

Par conséquent, au vu de l'avis favorable de la Commission Économique du 24 mai 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver les conditions de la convention d'objectifs entre Var Initiative et la CAD (cf. la convention d'objectifs 2016 annexée),
- Approuver le versement d'une subvention à l'association Var Initiative d'un montant de 25 000€ maximum au titre de l'année 2016, imputation budgétaire : 6574-901,
- Autoriser le Président à signer la convention d'objectifs et tous documents y afférent.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.